

Pour une sortie de crise juste et démocratique

Note idées mai 2021

La pandémie a provoqué un séisme économique et changé fondamentalement la donne des politiques économiques (les contraintes européennes ont été levées car inopérantes, la dette privée a explosé, le risque d'une politique d'austérité est réel et inquiétant) mais sur le front de la société, la pandémie a fait des ravages plus grands encore : la Covid-19 a creusé les inégalités et particulièrement dégradé la vie des plus fragiles, les ouvriers, les femmes, les familles monoparentales, les personnes aux revenus modestes, les jeunes, les indépendants, les « petits ». La souffrance sociale est grande dans certaines catégories de la population : le nombre de foyers bénéficiaires du RSA a franchi la barre des 2 millions fin 2020 et le nombre de Français recourant à l'aide alimentaire est passé de 5,5 millions à quelque 8 millions aujourd'hui. Les images des longues files d'étudiants attendant devant les banques alimentaires sont insoutenables. Il y a une vérité sociale de la crise qui ne peut être tue.

La France du plus grand nombre a souffert et pourrait être désignée pour porter le fardeau et le coût de la sortie de crise : la France qui n'a pas capté la majorité des revenus de la mondialisation depuis 20 ans, celle qui ne détient pas de placements ou de capital, la France qui vit de son travail, dans l'industrie, dans les services, dans la fonction publique de première ligne, les commerçants, artisans, entrepreneurs locaux, la majorité des Français qui vivent dans les villes moyennes ou les petites communes hors des métropoles, c'est la France des "somewhere" (voir encadré). A l'inverse, la France des "anywhere" (voir encadré) a été protégée par la crise, a vu son épargne s'apprécier et a pu continuer à travailler dans les fonctions immatérielles de l'économie grâce au télétravail.

Les "somewhere" et les "anywhere"

- somewhere : personnes "non mobiles", ancrées dans un territoire et considérées uniquement comme un poste de coût dans la mondialisation, majoritaires dans le pays mais n'ayant que peu de prise sur la destinée collective, elles représentent dans la vision de D Goodhart la "main" (femmes et hommes dont le corps est au travail, n'ayant que leur force de travail pour eux) et le "coeur" (femmes et hommes occupant les emplois du Care).
- anywhere : personnes "mobiles" dans la mondialisation, très diplômées, habitant généralement les grandes métropoles, grands gagnants de l'économie de la connaissance, considérés comme les premiers de cordée de l'économie mondialisée, minoritaires dans le pays mais surreprésentées dans les lieux de pouvoir (la "tête" dans la vision de D Goodhart).¹

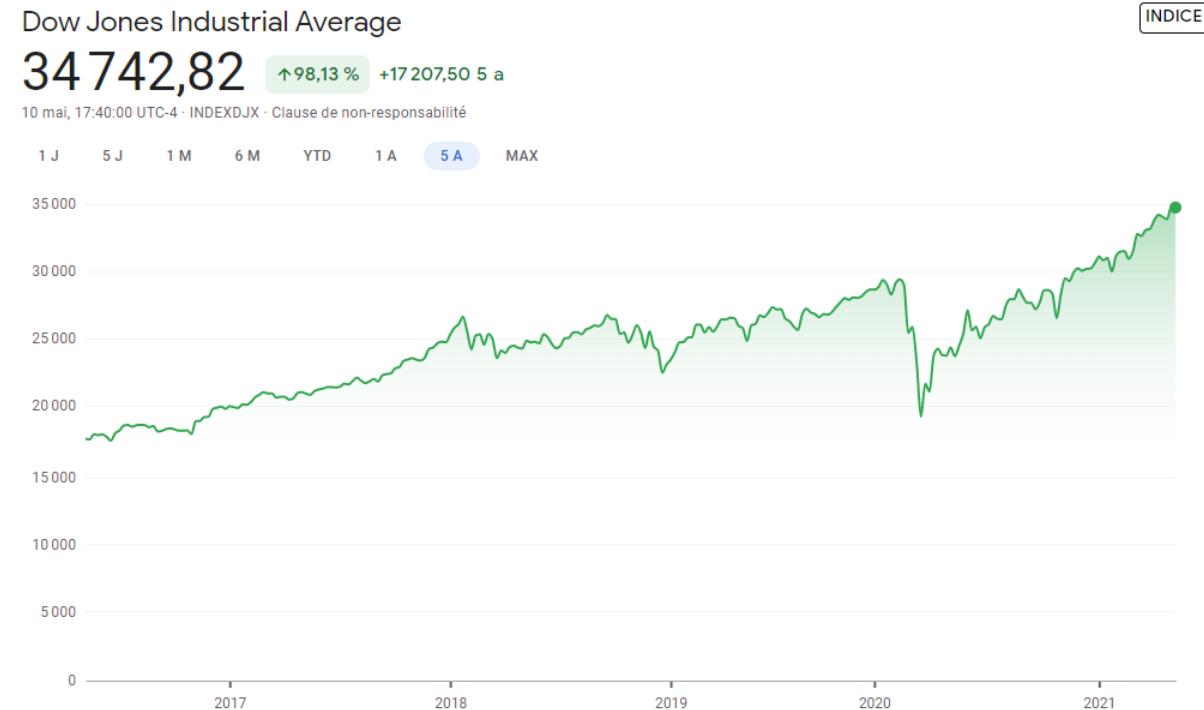
La crise est inédite car elle est générale : crise de l'offre, car on a arrêté l'appareil productif, et de la demande, car les gens se sont calfeutrés chez eux et ont arrêté de consommer. En conséquence,

¹ selon le concept développé par David Goodarth dans son ouvrage *Les deux clans : la nouvelle fracture mondiale* [« The Road to Somewhere: The Populist Revolt and the Future of Politics »] (trad. de l'anglais), Paris, Éd. Les Arènes, 2019, 400 p.



brutalement, chute du PIB de 5 à 10%, mise à l'arrêt de la productivité et augmentation du chômage (au moins 4 millions aujourd'hui et sans doute plus dans les mois qui viennent).

Pourtant, la santé des marchés financiers tranche avec la réalité économique. En février 2020, à son plus haut, le Dow Jones était à 29 400 points. Après être descendu à 19 000 points en mars 2020, sa valeur tutoie les 35 000 points en ce début mai 2021 (voir ci-dessous).



Les grands groupes et les actifs financiers, donc l'épargne des plus fortunés, se portent encore mieux depuis le Covid or plusieurs des entreprises concernées licencent (Coca Cola -2 200 salariés dans le monde). Cette situation est d'autant plus frappante qu'en parallèle le PIB a chuté dans les pays développés entre 5 et 10% et que les États ont continué de s'endetter pour financer les emplois dans ces entreprises (hausse de 300 milliards d'euros de la dette française).

Le risque de déflation demeure. Par exemple, sur les 300 milliards de garantie publique de l'Etat mis à la disposition des entreprises à l'été 2020 par le gouvernement, seulement 150 ont été aujourd'hui appelés car les entreprises sont déjà criblées de dettes. Avant confinement : secteur privé 130% du PIB contre 99% dans le secteur public. Après confinement (estimation) : 150% pour la dette privée contre 120-125% pour la dette publique. Le privé est beaucoup plus endetté que le public. Conséquence : coma global de l'économie extrêmement désespérant pour les classes moyennes qui voient que leurs dettes augmentent ainsi que le chômage... et personne n'a la moindre idée de sortie de la déflation.

La question du retour de l'austérité va donc être à nouveau posée pour rembourser la dette Covid et le prétendu plan de relance d'Emmanuel Macron pourrait cacher un plan d'austérité : sur les 100 milliards, il y en a 40 milliards de l'UE, sur lesquels nous serons débiteurs nets (nous paierons plus que nous recevrons) : on y participe par solidarité pour les Italiens et les Espagnols (ce que ne dit pas la communication gouvernementale). 10 milliards étaient déjà budgétés : c'est de l'argent déguisé pour entrer dans ce pseudo de relance : reste seulement 30 milliards face aux 230 milliards de perte (10% du PIB) : cela s'appelle une politique d'austérité. D'autant que le ratio dette publique sur PIB va encore augmenter ce qui va conforter l'action gouvernementale vers plus d'austérité. La tentation d'augmenter la TVA sera grande... Et dans une situation de déflation, tout le monde essaie de se désendetter en même temps or plus l'on essaie de se désendetter tous en même temps, plus on est endetté. En déflation, si austérité budgétaire, si l'Etat se désendette en



même temps que le secteur privé, les prix baissent, l'activité baisse, tout le monde entre en procrastination et la dette réelle augmente.

Car une vérité est peu dite : la politique de liquidités abondantes, si elle permet de sauver des entreprises et de maintenir des taux bas pour ceux qui en ont besoin, permet aussi aux détenteurs de capitaux d'investir et de voir leur capital augmenter à moindre coût : la politique du quoi qu'il en coûte a encore provoqué une inflation des actifs financiers et a donc augmenté la fortune des plus riches qui les détiennent. La fortune cumulée des dix personnes les plus riches du monde a progressé de 540 milliards de dollars en 2020, selon l'ONG Oxfam².

Ainsi, la crise sociale pourrait être plus profonde encore en sortie de crise qu'elle ne l'était au moment de la révolte des gilets jaunes : la pandémie augmente les inégalités et les injustices. Le climat social de sortie de crise pourrait être explosif. En effet, la pandémie est une épreuve psychologique et matérielle pour les Français, et d'abord pour les plus fragiles. Une partie importante de la société a vu ses conditions de vie se dégrader. D'abord les ouvriers, les femmes, les familles monoparentales, les personnes aux revenus modestes, les indépendants, les « petits ». 30% de 20% des Français les moins aisés ont déclaré une dégradation de leur niveau de vie contre 11 parmi les 20% les plus aisés. Parmi les personnes en emploi, les indépendants ont deux fois plus souvent rapporté une dégradation de leur revenu que les salariés (42 % contre 22 %). Les restrictions d'activité (chômage technique ou partiel, congés obligatoires) ont plus pesé sur les ouvriers que sur le reste de la population. Les ouvriers ont été les plus concernés par l'une au moins de ces restrictions (43 %), devant les cadres et professions intermédiaires (34 %) ou les employés (32 %). Les personnes en emploi aux revenus modestes ont été les plus touchées : 37 % des personnes dont le niveau de vie se situe parmi les 40 % les plus modestes ont été concernées par au moins une de ces restrictions, contre 27 % parmi les 20 % les plus aisées. Les familles monoparentales ont été plus souvent concernées par les restrictions d'activité liées à la garde d'enfant (27 % contre 16 % pour le reste de la population).

Pour Philippe Askenazy, « les entrepreneurs précaires sont les premières victimes des restrictions sanitaires ». L'emploi principalement indépendant pesait 12,1 % des emplois en 2019, contre 10,6 % en 2008 (INSEE). Beaucoup d'autoentrepreneurs et d'indépendants ont été moins bien protégés pendant la crise. De plus, beaucoup de ces emplois « indépendants » sont en réalité dépendants des plateformes du numérique (Uber, Deliveroo...) qui ont été promues par Macron. Il disait dès 2016 qu'Uber donne « accès à l'activité économique » à des jeunes « souvent victimes de l'exclusion ». Aujourd'hui ces salariés servent de variable d'ajustement à la crise. Aussi, les grandes plateformes refusent de communiquer les pertes de revenu de leurs chauffeurs (l'Etat devrait pourtant les y obliger) mais de manière générale un chauffeur Uber qui pouvait gagner jusqu'à 2000 euros par mois ne gagne plus que 800 à 1000 euros aujourd'hui, avec peu d'aides compensatoires. « Beaucoup de chauffeurs en grande difficulté sont à bout. Ils ne savent pas comment faire face aux échéances financières », explique Brahim Ben Ali, l'un des principaux porte-parole des chauffeurs VTC.

Les jeunes ont payé le prix fort de la crise et ceux qui ont aujourd'hui 20 ans sont bien une génération qui pourrait être sacrifiée et qui pourrait se révolter. Souvenons-nous des images terribles des files d'attente devant les banques alimentaires : le taux de chômage des jeunes est de 18,5% dans la zone euro, soit 11 points de plus que le chômage général. Selon une enquête du Céreq publiée en décembre 2020, seuls 37% des jeunes qui n'ont pas fait d'études supérieures ont connu une trajectoire d'insertion marquée par un accès rapide et durable à l'emploi. Pour la première fois, la difficulté à trouver un premier emploi touche aussi bien les diplômés que les autres. Le taux d'emploi à la sortie de l'école est tombé en 2020 à 55% contre 73% en 2019 (selon Syntec).

Avec la crise, les inégalités se sont creusées. En France, les indicateurs de pauvreté sont clairs : le nombre de foyers bénéficiaires du RSA a franchi la barre des 2 millions fin 2020 et le nombre de Français recourant à l'aide alimentaire est passé de 5,5 millions à quelque 8 millions aujourd'hui. **Les images des longues files d'étudiants attendant devant les banques alimentaires sont insoutenables. Il y a une vérité sociale de la crise qui ne peut être tue.**

² Rapport Oxfam : www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2021/01/Rapport_Oxfam_Davos_inegalites_2021.pdf



Ainsi, si un débat doit avoir lieu en France, c'est la politique économique adaptée à la société que nous voulons, au bien commun et à l'intérêt général. La pandémie a également révélé un écart grandissant entre les rémunérations et l'utilité sociale des personnes vivant de leur travail : le scandale du personnel soignant - dont beaucoup d'infirmières et d'aides soignantes - en est la parfaite illustration ; les « premiers de corvée », caissières, manutentionnaires, femmes de ménage, transporteurs aux rémunérations pourtant faibles effectuaient un travail vital, tout comme les agriculteurs et les ouvriers qui continuaient à produire. L'enjeu de la sortie de crise est d'abord un enjeu de société et d'une politique économique réduisant les inégalités et les injustices en sortie de crise.

Dans le monde, la vision des politiques économiques est en train de changer : la pandémie a également accéléré la régionalisation des économies, les relocalisations et la défense de la souveraineté productive des Etats. Hubert Védrine dans son dernier ouvrage *Et après ?* explique qu'un « *nouveau consensus s'est cristallisé autour des enjeux de réindustrialisation et de relocalisation* », citant tour à tour de nombreux défenseurs de la globalisation heureuse désormais convaincus d'un rétrécissement de la mondialisation :

- Magarethe Vestager : « *Nous allons produire différemment avec des productions qui vont revenir en Europe* ».
- Christine Lagarde : « *Nous allons vers des relocalisations des chaînes d'approvisionnement (...) et même ce qui va plus loin, vers une réflexion sur la valeur et le juste prix* ».
- Patrick Artus : « *La re-régionalisation en Europe fera monter les prix de 4-5 % mais corrigera les vingt années passées* ».
- Olivier Blanchard : « *Cette crise va renforcer la déglobalisation pour des raisons politiques, stratégiques et d'efficacité* ».
- The Economist : « *Les entreprises cherchent à renforcer leur sécurité et à atteindre une masse critique de production plus proche de leur pays d'origine* ».

Le cadre macro-économique dominant est en train de se modifier au niveau mondial : pour réconcilier le travail, le capital, la productivité et la prospérité collective, pour résorber les fossés et les antagonismes synonymes de victoire de Marine Le Pen, il est urgent de mener une politique économique juste et efficace : **la question de la relance des bas salaires, des somewhere, honnie pendant des décennies, est à l'agenda en Chine depuis quelques années (le salaire minimum dans les grandes villes chinoises est aujourd'hui équivalent à celui de l'Estonie ou de la Bulgarie, économies de l'Union européenne) et désormais aux Etats-Unis (Joe Biden a donné comme horizon un doublement du salaire minimum d'ici 2025 pour qu'il atteigne 15 dollars de l'heure).** Au Royaume-Uni, le chancelier de l'Echiquier Rishi Sunack vient de proposer la première hausse de l'impôt sur les sociétés depuis 1974 pour financer la sortie de crise (qui passera de 19 à 23% en 2023), ainsi qu'une contribution des plus aisés par l'impôt sur le revenu. **Nous assistons à la mise en place d'un nouveau cours économique mondial duquel la France et l'Union européenne, malgré leurs contradictions et leurs conservatismes, ne peuvent rester à l'écart.**

Ainsi, en guise de relance et de sortie de la crise, un changement profond est possible et nécessaire : il s'agit d'une nécessité économique pour le niveau de vie du plus grand nombre, d'une nécessité sociale pour rééquilibrer la société et cela passe par une changement démocratique important. L'enjeu politique principal des 18 mois à venir est de choisir la relance et la reprise que nous voulons : soit la protection des intérêts d'une minorité et du capital avec une hausse des impôts pour le plus grand nombre et une exigibilité des dettes rapide, soit une relance qui protège la société, qui soutienne le plus grand nombre, qui vienne en aide aux plus fragiles et qui rende possible la transition écologique pour sortir d'un modèle incompatible avec ce que peut supporter et offrir le système terre. Dans un contexte de risque déflationniste et d'explosion monétaire, à la fois pour limiter l'explosion des inégalités et pour relancer l'économie sans confiscation par l'appréciation des prix de l'immobilier des métropoles et des actifs financiers, la relance doit passer par un soutien important aux revenus et aux salaires des classes populaires et de la France du plus grand nombre ainsi que par la mise en place de mesures exceptionnelles pour



l'insertion économique des plus fragiles, un soutien exceptionnels aux jeunes et aux Français aujourd'hui hors des cadres de protection de l'économie du XXe siècle.

Si un tel tournant n'est pas pris, les divisions et les conflits sociaux deviendront insurmontables et l'hypothèse d'une victoire de Marine Le Pen serait renforcée. Il est donc également indispensable qu'en France - qui est encore classée par The Economist depuis la présidence de Nicolas Sarkozy comme une « flawed democracy » - la reprise économique et sociale soit accompagnée d'un sursaut démocratique : que nos institutions et notre vie politique à qui on reproche plus que jamais leur inefficacité et leur illégitimité, qui sont minées par la défiance de la population, puissent mieux représenter et résoudre les débats, les conflits et les contradictions de notre société.



Cette présente note est le produit d'un travail bénévole collectif qui a vocation à éclairer le débat public et à nourrir la réflexion et la prise de décision. Elle n'a pas la prétention d'aborder le sujet de façon parfaitement exhaustive et ne représente pas nécessairement les positions et les propositions du Mouvement l'Engagement et de ses représentants, élus et candidats.

Toute reproduction totale ou partielle de son contenu, avec ou sans modification, nécessite l'accord exprès du Mouvement.

L'Engagement

L'Engagement est un mouvement politique porté par l'association loi 1901 du même nom. Extrait du manifeste de l'Engagement :

L'Engagement, c'est celui de reprendre le contrôle de nos vies. C'est un mouvement qui répond au désespoir insupportable des Françaises et des Français que l'on n'écoute plus. Ce sont des gens pour les gens, qui font L'Engagement. Nous voulons le retour d'un État au service de l'intérêt général, libéré de l'emprise d'une minorité. L'Engagement affirme que les préoccupations des Françaises et des Français doivent être les priorités de l'Etat : la réponse à l'urgence climatique, la protection de nos emplois existants et à venir, de nos libertés, l'entraide et le dialogue entre tous.

Avec l'engagement, nous voulons nous libérer du duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen qui serait mortel pour la France et pour la gauche. Nous faisons pour cela appel à la mobilisation de la gauche autour des valeurs d'indépendance, de rénovation de la République et de réindustrialisation durable. Porteurs et porteuses des idéaux de la République, de la gauche, du féminisme ou de l'écologie, nous avons souhaité créer un mouvement populaire qui ouvre largement ses bras à toute la société dans sa diversité, sans sectarisme, sans repli sur lui-même et sans peur du mot peuple.

contact@l-engagement.fr

l-engagement.fr